

## TITEL II. — KAPITAALUITGAVEN.

(In miljoenen frank.)

Niet-gesplijste kredieten. — <i>Credits non dissociés</i>					
Art.	TEKSTEN	Bijkredieten lopend jaar <i>Credits supplémentaires annuel courante</i>	Verminderingen <i>Réductions</i>		Bijkredieten vroegere jaren <i>Credits supplémentaires années antérieures</i>

## DEEL II.

## Sectie 40.

## Culturele dotaties.

## HOOFDSTUK 01.

## DIVERSEN.

## Niet-economisch verdeeld.

\* 01.01 Dotatie waarvan de bestemming bepaald wordt door de Cultuurraad voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap, enz. ... ..

Totalen voor hoofdstuk 01.

Totalen voor sectie 40. —  
Culturele dotaties.

Totalen voor deel II van Titel II. —  
Kapitaaluitgaven.

Algemene totalen voor de delen II  
van de Titels I en II. —  
Begroting van Nationale Opvoeding —  
Nederlandstalig regime.

—	—	0,1
—	—	0,1
—	—	0,1
—	—	0,1
3,3	—	0,2

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS — REGION FLAMANDE,  
MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE ET MINISTÈRE  
DES FINANCES

F. 81 — 382

## TRADUCTION

10 MARS 1981. — Arrêté royal instituant, pour la Région flamande, une intervention dans la charge des emprunts contractés par des particuliers, en vue de la construction ou de l'acquisition de logements neufs ou de l'exécution de transformations à des logements existants

BAUDOIJN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN — VLAAMSE GEWEST  
MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG EN MINISTERIE  
VAN FINANCIËN

N. 81 — 382

10 MAART 1981. — Koninklijk besluit tot instelling, voor het Vlaamse Gewest, van een tussenkomst in de last van de leningen, door particulieren aangegaan met het oog op het oprichten of het verwerven van nieuwe woningen of op het uitvoeren van verbouwingswerken aan bestaande woningen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

(En millions de francs.)

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

Gesplitste kredieten. — Crédits dissociés						LIBELLES	Art.
Vastleggingskredieten — Crédits d'engagement			Ordonnanceringskredieten — Crédits d'ordonnement				
Aan- vullingen — Suppléments	Vermin- deringen — Réductions		Aan- vullingen — Suppléments	Vermin- deringen — Réductions			

PARTIE II.

Section 40.

Dotations culturelles.

CHAPITRE 01.

DIVERS.

Non réparti économiquement.

Dotation dont le « Cultuurfond voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap » règle l'affectation, etc. \* 01.01

Totaux pour le chapitre 01.

Totaux pour la section 40. —  
Dotations culturelles.

Totaux pour la partie II du Titre II. —  
Dépenses de capital.

Totaux généraux pour les parties II  
des Titres I et II. —  
Budget de l'Education nationale —  
Régime néerlandais.

---	---	---	---	---	---
---	---	---	---	---	---
---	---	---	---	---	---
---	---	---	---	---	---
---	---	---	---	---	---
---	---	---	---	---	---
---	---	---	---	---	---
---	---	---	---	---	---

Vu le projet de décret contenant le budget de la Région flamande de l'année budgétaire 1981;

Vu le décret du 24 décembre 1980 contenant le budget de la Région flamande de l'année budgétaire 1980, notamment l'article 13;

Vu le décret du 24 décembre 1980 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Région flamande de l'année budgétaire 1981;

Considérant qu'une intervention dans les charges des emprunts contractés par des particuliers, candidats à la construction ou à l'acquisition d'un premier logement neuf, est susceptible de contribuer à une certaine relance dans le secteur de la construction;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif flamand, donné le 16 février 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que la stagnation croissante de l'activité dans le domaine de la construction résidentielle nécessite des mesures immédiates en faveur de l'emploi dans le secteur de la construction;

Gelet op het ontwerp van decreet houdende de begroting voor het Vlaamse Gewest voor het begrotingsjaar 1981;

Gelet op het decreet van 24 december 1980 houdende de begroting voor het Vlaamse Gewest voor het begrotingsjaar 1980, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 24 december 1980 waarbij voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begroting van het Vlaamse Gewest voor het begrotingsjaar 1981;

Overwegende dat een tussenkomst in de leningslast van particuliere kandidaat-bouwers of -kopers van een eerste en nieuwe woning kan bijdragen tot een relance in de bouwsector;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Vlaamse Executieve, gegeven op 16 februari 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de steeds sterker wordende activiteitsinzinking in de woningbouw een onmiddellijk ingrijpen noodzakelijk maakt omwille van de tewerkstelling in de bouwsector;

## Vu l'urgence;

Sur la proposition de Nos Secrétaires d'Etat à la Communauté flamande et de l'accord de l'Exécutif flamand,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région flamande.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- a) Ministre : le membre de l'Exécutif flamand ayant l'Economie régionale dans ses attributions;
- b) logement : la maison ou l'appartement qui est destiné en ordre principal au logement d'une seule famille;
- c) revenus : les revenus passibles de l'impôt des personnes physiques, pour l'avant-dernière année précédent l'octroi définitif et irrévocable du prêt, soit de l'emprunteur et de son conjoint si ceux-ci sont mariés à la date de la demande de prêt, soit de l'emprunteur s'il n'est pas marié à cette date.

Art. 3. Dans les limites des autorisations dont il dispose à cet effet dans le cadre du budget de la Région flamande, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une intervention dans les charges des emprunts hypothécaires contractés par des particuliers, en vue :

- 1° de construire ou de faire construire un logement;
- 2° d'acquérir la propriété d'un logement qui ne fut jamais occupé auparavant;
- 3° d'exécuter des transformations à un logement qui a déjà été occupé.

Art. 4. A la date où l'organisme de crédit leur notifie la promesse définitive et irrévocable d'octroi du prêt, ni l'emprunteur ni son conjoint ne peuvent posséder entièrement un autre logement en propriété ou en usufruit. Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte de l'aliénation d'une partie de la propriété ou de l'usufruit qui a été réalisée au cours des deux années précédant la demande.

L'emprunteur doit, en outre, s'engager à occuper avec sa famille, la totalité du logement à construire, à acquérir ou à transformer, et à y établir sa résidence principale, selon le cas, dans les six mois de la date de l'acte de prêt ou dans les six mois de l'achèvement de l'exécution de la construction, et ce pendant au moins cinq ans. Il ne peut de surcroît, pendant le même délai, ni procéder à son aliénation ni le donner en location, soit entièrement ou en partie. Cet engagement cesse de plein droit en cas de décès de l'emprunteur ou de son conjoint.

Ses revenus ne peuvent excéder la somme de 1 500 000 francs.

Art. 5. Lorsqu'aux termes de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, telle qu'elle fut modifiée ultérieurement, la construction du logement ou l'exécution des transformations nécessite l'octroi d'un permis de bâtir, la délivrance de ce dernier doit être postérieure au 30 juin 1960.

L'emprunt ou la tranche de l'emprunt qui est destiné à l'une des opérations visées à l'article 3 doit atteindre un montant minimum de 300 000 francs et avoir été contracté auprès d'un organisme public de crédit, ou auprès d'un organisme qui est assujéti au contrôle instauré par l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires.

L'intervention ne peut être consentie que pour autant que l'organisme ait délivré la promesse définitive et irrévocable d'octroi du prêt postérieurement au 31 décembre 1960.

Art. 6. § 1er. L'intervention dans les charges de l'emprunt est égale à la différence entre :

— d'une part, la mensualité fixe, calculée sur la base du taux d'intérêt réel net, qui est relative à un remboursement en 20 ans de l'emprunt ou de la tranche d'emprunt, destiné à l'une des opérations visées à l'article 3 et limité à un maximum de 2 000 000 de francs;

— d'autre part, la mensualité fixe, calculée sur la base du taux d'intérêt réel net diminué de 3,5 p.c., qui est relative au même emprunt, ou à la même tranche de celui-ci, étant entendu qu'ainsi réduit, ce taux d'intérêt net ne peut être inférieur à 9,5 p.c.

§ 2. Les coefficients de 3,5 p.c. et 9,5 p.c. mentionnés au § 1er sont respectivement portés et ramenés à 4,5 p.c. et 8,5 p.c. lorsque, à la date de la demande et aux conditions fixées par le Ministre, l'emprunteur, son conjoint ou un ascendant ou descen-

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Staatssecretarissen voor de Vlaamse Gemeenschap en met het akkoord van de Vlaamse Executieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Vlaamse Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- a) Minister : het lid van de Vlaamse Executieve tot wiens bevoegdheid de Streekeconomie behoort;
- b) woning : het huis of appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van een enkel gezin;
- c) inkomen : het aan de personenbelasting onderworpen inkomen van het voorlaatste jaar voor de definitieve en onherroepelijke toezegging van de lening, hetzij van de ontlenaar en zijn echtgenoot indien zij op de datum van de leningsaanvraag gehuwd zijn, hetzij van de ontlenaar indien hij op die datum niet gehuwd is.

Art. 3. Binnen de perken van de daartoe op de begroting van het Vlaamse Gewest beschikbare machtigingen kan de Minister, onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden, een tussenkomst verlenen in de last van de hypothecaire leningen, aangegaan door particulieren met het oog op :

- 1° het bouwen of laten bouwen van een woning;
- 2° het verwerven van de eigendom van een woning die voordien nooit bewoond werd;
- 3° het uitvoeren van verbouwingswerken aan een woning die reeds bewoond is geweest.

Art. 4. De ontlenaar, noch zijn echtgenoot mogen op de datum dat de lening hen door de kredietinstelling definitief en onherroepelijk wordt toegezegd een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben. Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemding van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaren die voormelde datum voorafgaan.

De ontlenaar moet zich er tevens toe verbinden de op te richten, te verwerven of te verbouwen woning volledig te bewonen met zijn gezin en er zijn hoofdverblijf te vestigen, naargelang van het geval, binnen zes maanden van de datum van de leningsakta of van de voltooiing van de bouwverrichting en dat gedurende ten minste vijf jaar. Hij mag ze bovendien gedurende dezelfde termijn niet vervreemden noch ze geheel of gedeeltelijk in huur geven. Deze verbintenis vervalt van rechtswege bij overlijden van de ontlenaar of van zijn echtgenoot.

Zijn inkomen mag het bedrag van 1 500 000 F niet overschrijden.

Art. 5. Wanneer overeenkomstig de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedsbouw, zoals ze nadien gewijzigd werd, een bouwvergunning dient te worden afgeleverd voor de oprichting van de woning of voor de uit te voeren verbouwingswerken, dan dient deze te zijn uitgereikt na 30 juni 1960.

De lening of het gedeelte ervan, bestemd voor een der in artikel 3 bedoelde verrichtingen, moet ten minste 300 000 F bedragen. Zij moet aangegaan zijn bij een openbare kredietinstelling of bij een instelling die onderworpen is aan de controle ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot oprichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen.

De tussenkomst kan slechts worden toegestaan voor zover de definitieve en onherroepelijke toezegging door de kredietinstelling, van de lening is gegeven na 31 december 1960.

Art. 6. § 1. De tussenkomst in de leningslast is gelijk aan het verschil tussen :

— eendeels, de op basis van de werkelijke netto-rentevoet berekende vaste mensualiteit voor de afbetaling op twintig jaar van de lening die of het gedeelte ervan dat beperkt is tot maximum 2 000 000 F en bestemd voor een der in artikel 3 bedoelde verrichtingen,

— anderdeels, de op basis van de met 3,5 pct. verminderde werkelijke netto-rentevoet berekende vaste mensualiteit van dezelfde lening of hetzelfde gedeelte ervan, met dien verstande dat die verminderde netto-rentevoet niet minder mag bedragen dan 9,5 pct.

§ 2. De in § 1 vermelde percentages van 3,5 pct. en 9,5 pct. worden respectievelijk verhoogd en teruggebracht tot 4,5 pct. en 8,5 pct. wanneer de ontlenaar, zijn echtgenote of een inwonende ascendent of descendent op de datum van de aanvraag en onder

dant cohabitant avec lui, a été reconnu atteint de 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'un ou de plusieurs affectations.

Art. 7. La demande en obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt doit être introduite auprès de l'Administration du Logement, par l'organisme de crédit qui a consenti le prêt.

Elle doit, sous peine de nullité, être envoyée sous pli recommandé, accompagnée des documents ci-après :

a) l'identité et l'adresse complète de l'emprunteur, de son conjoint et des ascendants ou descendants cohabitants, ainsi que l'adresse du logement faisant l'objet de l'emprunt;

b) la promesse définitive et irrévocable d'octroi du prêt émanant de l'organisme de crédit, avec mention de la date de cette promesse;

c) une énumération de toutes les conditions du prêt, accompagnée, pour autant que le prêt soit également destiné à une opération autre que les opérations visées à l'article 3, d'une ventilation des diverses tranches de prêt, basée sur le rapport estimatif y annexé;

d) un tableau de remboursement dressé en fonction de la mensualité calculée sur base du taux d'intérêt réel net de l'emprunt, comme prévu à l'article 6, § 1er, ainsi que, pour autant qu'il s'en écarte, le tableau de remboursement arrêté sur base de la convention de prêt affective;

e) un tableau de remboursement dressé, selon le cas, en fonction de la mensualité calculée sur base du taux d'intérêt net réduit de 3,5 p.c. ou de 4,5 p.c. comme prévu à l'article 6, § 1er ou § 2;

f) le cas échéant, une attestation relative à la reconnaissance visée à l'article 6, § 2;

g) un certificat de l'administration compétente du Ministère des Finances, relatif aux droits dont l'emprunteur et son conjoint sont titulaires sur un ou plusieurs logements, ou auxquels ils ont renoncé, avec indication de la nature et de la quotité de ces droits;

h) une déclaration de l'emprunteur selon laquelle, d'une part, il observera l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, et d'autre part, il consentira à ce que les délégués du Ministre ayant le Logement dans ses attributions contrôlent, de même que l'organisme de crédit, si ledit engagement a effectivement été respecté;

i) une copie certifiée conforme de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus, ainsi qu'une déclaration par laquelle l'emprunteur et son conjoint autorisent l'administration compétente du Ministère des Finances à délivrer tous renseignements concernant leurs revenus à l'Administration du Logement, en vue de l'obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt;

j) le cas échéant, une copie certifiée conforme du permis de bâtir.

Art. 8. Lorsque l'Administration du Logement est en possession de la demande complète, la promesse portant octroi provisoire de l'intervention instituée par le présent arrêté ou le refus de cette intervention est notifié à l'organisme de crédit et à l'emprunteur, dans l'ordre chronologique des demandes introduites en conformité avec l'article 7. Est considérée comme date de la demande, la date qui a été apposée sur le pli recommandé, par les soins de la poste.

L'intervention ne peut faire l'objet d'une promesse définitive avant que l'organisme de crédit n'ait transmis à l'Administration du Logement, une copie certifiée conforme de l'acte de prêt. Cette promesse définitive doit également être notifiée à l'organisme de crédit et à l'emprunteur.

L'intervention est accordée par semestre et ce pendant trois ans à compter soit du paiement, par l'emprunteur, de la première mensualité à l'organisme de crédit, soit du 1er juillet 1981, si la première mensualité a déjà été liquidée antérieurement à cette date.

Elle sert à régler en partie les remboursements contractuels au taux d'intérêt réel et, dans l'éventualité où ces remboursements auraient déjà été réglés intégralement par l'emprunteur, l'organisme de crédit est tenu de la verser à ce dernier.

Art. 9. Au début de chaque semestre, les organismes de crédit doivent introduire auprès de l'Administration du Logement :

a) un état d'avancement concernant les prêts ou les tranches de prêts consentis par eux, au sujet desquels ils ont reçu la promesse définitive visée à l'article 8, alinéa 2, et pour lesquels ils accorderont pendant ce même semestre des réductions de charge d'emprunt aux emprunteurs;

de door de Minister bepaalde voorwaarden, erkend is als voor ten minste 66 pct. getroffen door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Art. 7. De aanvraag tot het bekomen van de tussenkomst in de leningslast moet bij het Bestuur voor de Huisvesting worden ingediend door de kredietinstelling die de lening heeft toegezegd.

Zij moet, op straffe van nietigheid, per aangetekende zending worden ingediend en vergezeld zijn van de volgende documenten :

a) de identiteit en het volledig adres van de ontleners, zijn echtgenoot en de inwonende ascendenten of descendenten alsmede het adres van de woning waarop de lening betrekking heeft;

b) de definitieve en onherroepelijke toezegging van de lening door de kredietinstelling, met vermelding van de datum van de toezegging;

c) een opsomming van alle voorwaarden van de lening alsmede, voor zover de lening tevens bestemd is voor een andere dan de in artikel 3 bedoelde verrichtingen, een uitsplitsing van de onderscheiden gedeelten der lening, op basis van het bijgevoegde schattingsverslag;

d) een aflossingstabel, opgemaakt overeenkomstig de op basis van de werkelijke netto-rentevoet van de lening berekende mensualiteit, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, alsmede, voor zover die daarvan afwijkt, de op grond van de werkelijke leningsovereenkomst vastgestelde aflossingstabel;

e) een aflossingstabel, opgemaakt, naar gelang van het geval, overeenkomstig de op basis van de niet 3,5 pct. of 4,5 pct. verminderde netto-rentevoet berekende mensualiteit, zoals bedoeld in artikel 6, § 1 of § 2;

f) in voorkomend geval, een attest betreffende de erkenning zoals bedoeld in artikel 6, § 2;

g) een attest van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën betreffende de rechten die de ontleners en zijn echtgenoot in een of meer woningen bezitten of afgestaan hebben, met aanduiding van de aard en het aandeel van die rechten;

h) een verklaring van de ontleners dat hij enerzijds de overeenkomstig artikel 4, tweede lid, onderschreven verbintenissen zal naleven en anderzijds het toezicht op de naleving van die verbintenissen gedurende de in hetzelfde lid bedoelde periode zal toelaten aan de afgevaardigden van de Minister tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort en aan de kredietinstelling;

i) een voor eensluidend verklaard afschrift van het aanslagbiljet betreffende het inkomen, alsmede een verklaring waarbij de ontleners en zijn echtgenoot machtiging verlenen aan het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën om alle inlichtingen betreffende hun inkomen aan het Bestuur voor de Huisvesting te verstrekken, met het oog op het bekomen van de tussenkomst in de leningslast;

j) een voor eensluidend verklaard afschrift van de eventuele bouwvergunning.

Art. 8. Nadat de volledige aanvraag bij het Bestuur voor de Huisvesting is ingediend wordt de belofte houdende voorlopige toezegging of de weigering van de bij dit besluit ingestelde tussenkomst in volgorde van de data der overeenkomstig artikel 7 ingediende aanvragen ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontleners. Als datum van de aanvraag wordt beschouwd de door de postbrieven op de aangetekende zending gestempelde datum.

De tussenkomst kan slechts definitief worden toegezegd nadat door de kredietinstelling een voor eensluidend verklaard afschrift van de leningsakte aan het Bestuur voor de Huisvesting is overgemaakt. Deze definitieve toezegging wordt eveneens ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontleners.

De tussenkomst wordt toegekend per semester en gedurende drie jaar, hetzij vanaf de betaling, door de ontleners aan de kredietinstelling, van de eerste mensualiteit, hetzij vanaf 1 juli 1981, indien de eerste mensualiteit reeds vóór die datum werd vereffend.

Zij dient om gedeeltelijk de contractuele aflossingen tegen de werkelijke rentevoet te vereffenen en moet, indien deze reeds integraal door de ontleners vereffend zijn, door de kredietinstelling aan de ontleners betaald worden.

Art. 9. In het begin van ieder semester dienen de kredietinstellingen bij het Bestuur voor de Huisvesting in :

a) een vorderingsstaat betreffende de door hen toegestane leningen of gedeelten ervan waarvoor zij de in artikel 8, tweede lid bedoelde definitieve toezegging hebben ontvangen en waarvoor zij gedurende datzelfde semester verminderingen in de leningslast aan hun ontleners zullen toestaan;

b) le cas échéant, des rectifications à apporter à l'état d'avancement introduit le semestre précédent.

La Région verse, en tenant compte des rectifications visées à l'alinéa 1er et sur base des états d'avancement introduits, une avance aux organismes de crédit à titre d'acompte sur les réductions de charges d'emprunts qu'ils consentiront au cours du même semestre.

Chaque semestre et pour la dernière fois à l'expiration du terme de trois ans visé à l'article 8, alinéa 3, la Région rembourse aux organismes de crédit les réductions de charges d'emprunts consenties par eux au cours du semestre précédent, sous déduction des avances qui leur ont été versées en conformité avec l'alinéa précédent.

Les sommes qui figurent à l'état d'avancement et dont l'exactitude a été établie sont ordonnancées par arrêté ministériel.

Art. 10. Le respect de l'engagement visé à l'article 4 et l'exactitude des renseignements délivrés et des déclarations faites conformément aux dispositions du présent arrêté sont contrôlés par l'Administration du Logement et l'organisme de crédit, lequel informe l'administration précitée des faits qu'il constate.

Les administrations compétentes du Ministère des Finances délivrent d'une part, sur demande de l'emprunteur et de son conjoint, le certificat visé à l'article 7, alinéa 2, g) et, d'autre part, moyennant leur autorisation, les renseignements relatifs à leurs revenus, dont il est question sous la lettre i) au même alinéa.

Art. 11. § 1er. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire des interventions versées en vertu du présent arrêté est tenu d'en rembourser les montants à la Région :

- a) en cas d'obtention du bénéfice de l'intervention sur la foi de données ou de déclarations inexactes ou incomplètes;
- b) en cas de manquement à l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, à moins de circonstances graves et exceptionnelles, dont le ministre est juge.

§ 2. Les sommes à rembourser à la Région sont à verser au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale inscrit sous le titre IV, Section particulière, du budget de la Région flamande.

Le recouvrement est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mars 1981.

Art. 13. Notre Ministre de la Prévoyance sociale et de la Santé publique, Notre Ministre de la Communauté flamande, Notre Ministre des Finances et Nos Secrétaires d'Etat à la Communauté flamande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Prévoyance sociale et de la Santé publique,

L. DHOORE

Le Ministre de la Communauté flamande,

G. GEENS

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande,

Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande,

P. AKKERMANS

b) eventuele rectificaties van de voor het vorige semester ingediende vorderingsstaat.

Het Gewest stort, rekening houdende met de in het eerste lid bedoelde rectificaties en op basis van de ingediende vorderingsstaten, een voorschot aan de kredietinstellingen tot afkorting van de verminderingen in de leningslast die zij gedurende datzelfde semester zullen toestaan.

Ieder semester en voor het laatst op het einde van de periode van drie jaar, bedoeld in artikel 8, derde lid, vergoedt het Gewest de kredietinstellingen voor de verminderingen in de leningslast die zij in de loop van het vorige semester hebben toegestaan, na aftrek van de overeenkomstig vorig lid gestorte voorschotten.

De in de vorderingsstaat vermelde en juist bevonden bedragen worden betaalbaar gesteld bij ministerieel besluit.

Art. 10. Het toezicht op het nakomen van de in artikel 4 bedoelde verbintenis en op de juistheid van de overeenkomstig dit besluit verstrekte inlichtingen en verklaringen wordt uitgeoefend door het Bestuur voor de Huisvesting en de kredietinstelling, die voormeld bestuur in kennis stelt van haar bevindingen.

De bevoegde besturen van het Ministerie van Financiën verstrekken eendeels, op verzoek van de ontleners en zijn echtgenoot, het in artikel 7, tweede lid g) bedoelde attest en anderdeels, met hun machtiging, de inlichtingen betreffende het inkomen, bedoeld in littera i) van hetzelfde lid.

Art. 11. § 1. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 is de begunstigde van de krachtens dit besluit betaalde tussenkomsten verplicht deze aan het Gewest terug te storten :

- a) wanneer de tussenkomst werd genoten op grond van onjuiste of onvolledige gegevens of verklaringen;
- b) wanneer een inbreuk werd gepleegd op de verbintenis onderschreven overeenkomstig artikel 4, tweede lid, behoudens in ernstige en buitengewone omstandigheden waarover de Minister oordeelt.

§ 2. De aan het Gewest terug te storten bedragen dienen gestort te worden ten voordele van het Fonds voor de Economische Expansie en de Regionale Reconversion, ingeschreven onder titel IV, afzonderlijke sectie, van de begroting van het Vlaamse Gewest.

De invordering wordt toevertrouwd aan het Bestuur voor de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen dat handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1981.

Art. 13. Onze Minister van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid, Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretarissen voor de Vlaamse Gemeenschap zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 maart 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid,

L. DHOORE

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap,

G. GEENS

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,

Mevr. H. DE BACKER-VAN OCKEN

De Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,

P. AKKERMANS